

Actes du colloque

Une Seule Santé : l'An 1

12 mars 2024 à l'Académie nationale de médecine

Une matinée d'échanges exceptionnelle en présence des
représentants des secteurs concernés par Une Seule Santé



Synthèse	3
France For One Health	5
Membres du do-tank	6
Une Seule Santé : l'An 1	7
Allocutions de bienvenue	9
Table Ronde 1 Comblant le chaînon manquant entre les forces vives d'Une Seule Santé pour réussir sa concrétisation	12
Table Ronde 2 Faire des académies la boussole d'Une Seule Santé	22
Conclusion	30
Mot de la fin	33
Glossaire	34

La mobilisation pour l'approche Une Seule Santé est là et doit être soutenue

Longtemps considérée comme une approche abstraite et nichée dans la pratique de quelques experts, Une Seule Santé, a réussi à s'imposer comme une démarche essentielle auprès du plus grand nombre. Les échanges du colloque "Une seule santé : l'an 1", présentant, les exemples et les engagements pris en faveur de One Health par les représentants des secteurs concernés sont nombreux et témoignent d'un sursaut en faveur de l'approche.

Les professionnels de santé ont illustré leur engagement par plusieurs initiatives écologiques. En janvier 2024, l'Union Nationale des Professionnels de Santé (UNPS) a notamment signé une convention de planification écologique avec le ministère de la Santé. Un groupe de travail, en collaboration avec la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM), a depuis été mis en place pour évaluer l'impact environnemental des professions de santé et proposer des évolutions. Cela inclut des considérations sur les transports des patients, la prescription des médicaments et des réflexions sur l'antibiorésistance.

Le monde agricole est force de proposition pour intégrer One Health dans leurs pratiques. Deux voies principales ont été explorées et sont poussées : l'agriculture régénératrice, incluant l'agroécologie, les bonnes pratiques agronomiques et zootechniques, le bien-être animal et l'agriculture bas carbone ; et l'alimentation durable, définie comme une nutrition suffisante et de qualité, avec une dimension culturelle et territoriale. La relocalisation de l'alimentation au sein des territoires est également au cœur de cette démarche.

Le secteur vétérinaire, représenté par les entreprises du médicament, du diagnostic, des dispositifs et technologies pour la santé animal et l'académie des vétérinaires, démontre un engagement fort et de longue date en faveur d'Une Seule Santé. Leur expertise en santé animale leur confère une compréhension rapide des similitudes avec la santé humaine, leur permettant ainsi de développer des solutions adaptées aux crises sanitaires, telles que celle du Covid-19 où les deux laboratoires ayant mis au point un vaccin étaient présidés par des vétérinaires.

Les citoyens se mobilisent également, comme en témoignent les nombreux exemples de projets concrets et territoriaux présentés lors de notre événement de novembre 2023, «Faire battre One Health au Cœur de la France». De plus, des organismes représentatifs, tels que le Conseil Économique, Social et Environnemental intègrent les citoyens dans le processus en émettant des avis en faveur de l'approche One Health. Cette action de la société civile doit particulièrement être soutenue par les pouvoirs publics et politiques. Le Groupe Santé Environnement, avec ses commissions et sa présidente, la députée Anne-Cécile Violland, représente à ce titre un élément crucial pour soutenir cet engagement.



Enfin, le monde académique, représenté par l'académie de médecine et sa fondation, les académies de pharmacie, de vétérinaire, d'agriculture et de chirurgie, a montré une sensibilisation importante à l'approche. Depuis le communiqué de 2021¹ encourageant les pouvoirs publics à un "décloisonnement de la santé humaine et animale", ces institutions collaborent activement. Elles sont nombreuses à travailler quotidiennement sur One Health, à l'aide de commissions dédiées, de formations, et des événements.

L'engagement des parties prenantes est crucial et doit être soutenu par un cadre permettant aux représentants de s'impliquer et de s'engager activement. L'idée de créer une méta-académie, réunissant les représentants des académies concernées, a été proposée durant le colloque pour renforcer les échanges et les travaux autour de l'approche. En outre, il devient essentiel pour la France et les organisations présentes sur son territoire de continuer à jouer un rôle de boussole et de promouvoir le développement d'Une Seule Santé à l'international, en s'appuyant sur les initiatives nationales existantes. Après les initiatives soutenues par la France que sont PREZODE (Preventing Zoonotic Disease Emergence) et l'OHHLEP (One Health High Level Expert Panel), pourquoi ne pas envisager une COP dédiée à Une Seule Santé pour encourager une mobilisation internationale et définir des objectifs ambitieux pour les pays à moyen et long terme ?

¹ - Avis commun de l'Académie des sciences, de l'Académie nationale de médecine, de l'Académie vétérinaire de France et de l'Académie nationale de Pharmacie - Paris, le 9 juin 2021

France For One Health

Do-tank pour bâtir ensemble One Health

Créé à l'initiative de nile, France for One Health est un do-tank qui promeut la création de liens entre les acteurs de la santé animale, de la santé environnementale, de la santé végétale et de la santé humaine. Il a pour objectif d'informer et de porter des propositions pour développer One Health en France.

Une philosophie à part entière dont l'appropriation par les acteurs reste à mener

One Health ne se restreint pas aux zoonoses, à la prévention des crises sanitaires ou à la transition écologique. A la croisée de la sociologie, de la politique, de l'économie, des sciences et des technologies, de la culture et de l'anthropologie, cette approche requiert une évolution des pratiques au premier rang desquelles celles des acteurs de santé. France for One Health vise à éclairer ceux-ci dans leur engagement dans cette philosophie.

La mission de France For One Health

- Sensibiliser les décideurs et la société civile à One Health et promouvoir la philosophie One Health,
- Créer un espace de dialogue où les acteurs des santés animale, environnementale, végétale et humaine partagent leurs connaissances et leurs expériences pour accélérer le déploiement de One Health en France,
- Faire de la pédagogie sur One Health et inscrire le concept dans le paysage médiatique.



France For One Health

Membres



Anne-Françoise Berthon

Fondatrice et présidente d'ATIHP (Access to Innovation and Health Partnerships)



Louise Bourdel

Médecin de santé publique à La Caisse Centrale de la MSA



Laurence Bouton

Experte de l'environnement pharmaceutique français



Elisabeth Fery-Lemonnier

Conseillère médicale à la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)



Jean Christophe Giard

Professeur des Universités de l'Université de Caen



François Krabansky

Médecin de santé publique, conseiller national à la Mutualité Sociale Agricole



Thierry Lefrançois

Conseiller auprès de la présidente-directrice générale du CIRAD



Olivier Mariotte

Président de nile et de France for One Health



Benoît Miribel

Secrétaire général de la Fondation Une Seule Santé Durable pour tous et membre du CESE



Alban Narbonne

Chargé de mission Urbanisme et santé chez Ekopolis



Laurence Perrier

Consultante chez nile



Robert Picard

Délégué Général à Filière Santé Numérique



Didier Poivret

Rhumatologue au Centre Hospitalier régional de Metz



Quentin Riaudel

Consultant chez nile



Monika Steffen

Directrice de recherche émérite au CNRS, IEP de Grenoble

Une Seule Santé : l'An 1

La France joue un rôle moteur dans l'approche internationale «Une Seule Santé». Depuis son émergence en 2004 lors du colloque «One World One Health», organisé par la Wildlife Conservation Society et l'université Rockefeller, One Health, «Une Seule Santé», a dépassé son état théorique pour prendre une forme concrète et organisée. Des projets se déploient à l'échelle internationale avec la mise en œuvre notable, sur initiative franco-allemande, du One Health High Level Expert Panel (OHHLEP). En France, des mesures telles que la publication du plan national santé environnement (PNSE 4) en 2021 qui affirme l'approche Une Seule Santé, la création du Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (COVARS) en 2022 et l'animation du Groupe Santé Environnement (GSE) illustrent cette concrétisation. À l'échelon local, de multiples porteurs de projets, soutenus par les plans régionaux de santé environnement (PRSE) coorganisés par les élus des collectivités territoriales et les Agences Régionales de Santé, participent activement à ce changement.

Si des initiatives prennent forme, des freins, soulevés par les forces vives lors des deux dernières éditions du colloque « Faire Battre One Health au Cœur de la France », organisées par France For One Health, soulignent un dialogue entre les secteurs engagés en faveur d'Une Seule Santé difficile, ou pas établi, un manque de sensibilisation et de formation des acteurs et un besoin de prise de position des autorités permettant d'orienter les actions du terrain.

Partant de ce constat, France For One Health, do tank qui promeut la création de liens entre les acteurs de la santé animale, de la santé environnementale, de la santé végétale et de la santé humaine, organise la rencontre « Une Seule Santé : l'An 1 ». Cet événement s'articulera autour de deux axes :

- comment combler l'échelon manquant entre les forces vives d'Une Seule Santé pour réussir sa concrétisation en France ?
- comment faire des académies la boussole d'Une Seule Santé ?





Retrouvez la redifusion de l'événement sur Youtube !



Allocutions de bienvenue



Catherine Barthélémy

Présidente de l'Académie de Médecine



Olivier Mariotte

Président de nile et de France For One Health



Marc Teyssier d'Orfeuille

Président de Com'Publics

Catherine Barthélémy : c'est un très grand plaisir d'accueillir aujourd'hui, au sein de l'Académie nationale de médecine cette très belle rencontre intitulée « Une seule santé : l'an 1 ». Un élan est ainsi donné ici-même à la création de lien entre les acteurs de la santé animale, environnementale, végétale et humaine. Ici même dans la salle des séances, notre compagnie se réunit chaque mardi, pour éclairer, grâce aux travaux de recherche les plus pointus, toutes les actions qui contribueront à faire progresser les connaissances médicales, l'art de guérir et la prévention.



Notre mission est de donc faire battre « One Health » au cœur de la France. Pour cela, il nous faut donc créer des liens, dépasser nos frontières, unir nos forces vives, et combler les chaînons manquants.

Catherine Barthélémy

Créée en 1820, notre assemblée est, par essence même, pluridisciplinaire, réunissant des médecins, des chirurgiens, des biologistes, des pharmaciens, des vétérinaires, des spécialistes de santé publique, des épidémiologistes et des juristes. Comme le nécessite l'approche « Une seule santé », les travaux sont intégrés et mobilisent de multiples secteurs et communautés à tous les niveaux de notre société et tous les âges de la vie. Les missions de l'Académie nationale de médecine sont de favoriser la bonne santé et de lutter contre les maladies. La santé des humains, des animaux domestiques et sauvages, des plantes et de l'environnement, sont interdépendants. La pandémie du Covid-19 a mis en évidence le besoin d'outils, de structures et de synergies vertueuses qu'il nous faut développer. Notre mission est donc faire battre « One Health » au cœur de la France. Pour cela, il nous faut donc créer des liens, dépasser nos frontières, unir nos forces vives, et combler les chaînons manquants.





France For One Health a été créé il y a deux ans par nile. À un moment donné, il nous est apparu que nous étions restreints, pour toucher le secteur animal. C'est pourquoi nous nous sommes associés à Com'Publics pour cet événement

Olivier Mariotte

Olivier Mariotte : merci encore, Catherine, pour ces chaleureuses paroles d'accueil. Il était juste et nécessaire de rendre hommage à l'Académie de médecine. France For One Health a été créé il y a deux ans par nile. À un moment donné, il nous est apparu que nous étions restreints, pour toucher le secteur animal. C'est pourquoi nous nous sommes associés à Com'Publics pour cet événement. Bien que nous soyons des spécialistes de la santé humaine, nous avons réalisé qu'au-delà de ce domaine, dans le cadre du One Health, nous avons une expertise limitée. C'était donc crucial pour nous de nous engager dans cette voie en partenariat avec des acteurs de la santé animale.

Pourquoi faire cet événement à l'Académie nationale de médecine ? J'ai eu le privilège d'y animer des colloques en 2022 et 2023, notamment sur la création de Hera et sur les zoonoses et l'antibiorésistance en juin 2022. Il nous semblait donc tout à fait naturel de venir ici pour présenter France For One Health, qui a une ambition extrêmement importante. Il est primordial, dans l'approche One Health, de pouvoir se rencontrer et de tisser des liens, entre des mondes qui ne se parlent pas. En effet lorsqu'on est sur le terrain on se rend vite compte que le dialogue qui peut se faire si vous avez une crise (sanitaire, eau, etc.) n'est en réalité pas naturel et constitué. On aurait pu profiter de la crise de Covid afin de nouer un dialogue avec les vétérinaires mais pour des raisons qui tiennent à l'hypernorme administrative (favorisant différentes formes de corporatismes), on s'est finalement privé de cette force vive qui se situe sur le terrain.



On aurait pu profiter de la crise de Covid afin de nouer un dialogue avec les vétérinaires mais pour des raisons qui tiennent à l'hypernorme administrative on s'est finalement privé de cette force vive qui se situe sur le terrain.

Olivier Mariotte

Marc Teyssier d'Orfeuil : COM'PUBLICS fête ses trente ans en 2024. La première conférence relative au One Health date de 2004. Notre métier est de faire se rencontrer des partenaires pour favoriser les échanges. Ayant travaillé pour différentes filières (foie gras, œufs, porcs mais également végétales), j'ai vu passer des pandémies et je me suis dit qu'il était désormais crucial que les gens se parlent. Alors, oui il est difficile de créer de la transversalité entre les différents secteurs. Cependant, je pense qu'avec One Health nous disposons de toutes les capacités à nous donner une dimension nationale, européenne et internationale.



Un conseiller One Health auprès du gouvernement semble pertinent dans les cinq prochaines années au vu des objectifs que l'on se fixe et surtout car cette transversalité est primordiale pour arriver à créer un débat.

Marc Teyssier d'Orfeuil

La santé de la planète, la santé humaine et la santé des animaux sont autant de sujets entremêlés, se traduisant également sur le plan alimentaire. Il est nécessaire de créer un lieu de rencontre entre toutes ces professions (médecins, vétérinaires, éleveurs, producteurs). Un conseiller One Health auprès du gouvernement semble pertinent dans les cinq prochaines années au vu des objectifs que l'on se fixe et surtout car cette transversalité est primordiale pour arriver à créer un débat. L'objectif est que les politiques puissent entendre à l'avenir les industriels, les médecins et les fédérations.

Olivier Mariotte : la matinée est jalonnée en trois temps. La première table ronde est dédiée aux acteurs de la société civile. Il est indispensable qu'avant la prochaine crise sanitaire, un rapprochement s'opère entre les services vétérinaires, les professionnels de santé et le secteur de l'agriculture notamment. Les intervenants présents ce jour représentent ces secteurs, et également les pouvoirs publics. L'objectif est qu'à l'avenir, ces échanges entre les acteurs et les pouvoirs publics aient lieu au sein des territoires de manière à pouvoir avoir une approche plus efficace concernant la gestion des prochaines crises.

La seconde table ronde a pour objectif de créer un dialogue autour du savoir existant au sein des académies. Il est important de mettre en avant les avis sages des académies. Plus précisément cette capacité à l'impertinence est importante car elle peut justement permettre de créer de nouveaux dialogues autour de ce savoir. Et puis la deuxième chose c'est aussi d'arriver à incarner le savoir des académies dans les territoires, au plus près des forces vives du pays. Les moyens de France For One Health seront mis à disposition afin de relayer les réflexions et les échanges ayant lieu lors de ces séances.

Le troisième temps de la matinée sera la conclusion, proposée par Thierry Lefrançois et Antoine Flahault et le mot de la fin proposé par Christian Boitar.



Table Ronde 1

Comblent le chaînon manquant entre les forces vives d'Une Seule Santé pour réussir sa concrétisation



Agnès Popelin

Vice-présidente de cnDAspe, représentante du groupe Environnement et Nature du Conseil économique, social et environnemental et membre du CA de France Nature Environnement



Sarah Degiovani

Secrétaire générale de l'Union Nationale des Professionnels de Santé



Marie-Cécile Damave

Responsable de l'Innovation et des affaires internationales d'AgriDées



Jean-Louis Hunault

Président du syndicat de l'Industrie du Médicament et diagnostic Vétérinaires



Anne-Cécile Violland

Députée de Haute-Savoie et présidente du Groupe Santé Environnement

Présentation de la table ronde

L'approche Une Seule Santé propose d'effacer les frontières entre la santé humaine, animale, végétale et environnementale afin de former un continuum harmonieux en apportant une réponse aux problématiques sanitaires. Pour permettre ce travail intersectoriel entre les différents acteurs, il devient urgent de construire une plateforme d'action commune, celle d'Une Seule Santé, sur laquelle toutes les réflexions et les actions seront fondées. Cette plateforme suppose d'une part de renforcer la sensibilisation des acteurs à l'approche Une Seule Santé et d'autre part de créer du lien entre des acteurs souvent éloignés dans la société, mais proches du point de vue d'une Seule Santé.

- Comment créer des ponts, à tous les échelons, pour permettre le dialogue entre les forces vives parfois éloignées d'Une Seule Santé ?
- Comment permettre le sursaut en faveur de cette approche ?
- Quels sont les besoins des acteurs pour concrétiser Une Seule Santé ?

Olivier Mariotte : il semble que, sans véritablement le savoir, de nombreux acteurs pratiquent déjà le One Health. Quel est le bon niveau pour permettre à ces acteurs d'échanger, quels sont les sujets communs à aborder, comment faire en sorte que les projets soient partagés entre les différents secteurs ? Un projet d'éducation, par exemple, est né dans le cadre de One Health, dans le Var. Il serait positif de faire en sorte que ce type d'école soit créé partout sur le territoire. Il revient au CESE de faire la promotion de ce type d'initiatives.

Agnès Popelin, vice-présidente de la cnDAspe, représentante du groupe Environnement et Nature du Conseil économique, social et environnemental et membre du CA de France Nature Environnement : le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) est la troisième chambre du Parlement, aussi appelée la Chambre du consensus. Nous sommes désignés en tant que représentants de la société civile organisée, nous sommes une instance de dialogue délibératif, c'est-à-dire que nous prodiguons des conseils au gouvernement et à l'Assemblée en éclairant les parlementaires de nos avis. Le CESE est un socle de préconisations qui réunit l'avis des trois quarts des groupes représentés dans l'instance.

À ce titre, j'ai rendu avec Isabelle Doresse (Vice-présidente ATD Quart Monde) en 2022 un avis qui s'intitulait « Pour une politique publique nationale de santé et environnement au cœur des territoires. » Cet avis était l'aboutissement des travaux de France Nature Environnement (FNE), qui est la première fédération d'associations environnementales. FNE est l'un des précurseurs dans le monde associatif environnemental à posséder un annuaire de santé environnement, que j'ai l'honneur de copiloter.

Notre avis de 2022 se voulait pragmatique. Plus précisément, il se fondait sur diverses expériences réalisées, de textes en vigueur, afin d'expliquer comment décliner, dans les territoires, une politique nationale de santé et environnement notamment dans le cadre des plans nationaux de santé environnement (PNSE) qui sont en cours d'adoption.



Le premier constat est que nous avons besoin de données. Si nous ne connaissons pas notre territoire, si un Maire, si un président d'EPCI ne connaît pas les données de son territoire, il ne pourra pas mettre en place une politique de santé environnement.

Agnès Popelin

Le sujet est de concrétiser ces plans. Il existe une préoccupation majeure sur l'environnement et la santé environnementale. Les exemples concrets ont permis de porter la voix de tous et expliquer qu'il est nécessaire de donner un certain pouvoir aux collectivités territoriales en matière de santé-environnement (qui sont souvent méconnus par ces derniers) et aux citoyens.

Mon premier point est donc de donner le pouvoir aux collectivités territoriales. Le premier constat est que nous avons besoin de données. Si nous ne connaissons pas notre territoire, si un Maire, si un président d'EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) ne connaît pas les données de son territoire, il ne pourra pas mettre en place une politique de santé environnement.



Le PNSE 4 a enclenché le green data for health, qui est une base de données agrégeant les données de santé et d'environnement car ces services n'échangent toujours pas à l'heure actuelle. Il faut donc agréger les données, les connaissances, les publics et les spécialistes, pour faire émerger cette notion de santé environnement et sortir de cette logique en silo.

Il est donc primordial de cartographier les territoires, connaître leur émergence de risques propres par rapport aux données socio-démographiques (il est évident qu'une région viticole bordelaise ne comporte pas du tout les mêmes risques que la région PACA qui est en bord de mer ou encore une région en Bretagne avec les problématiques des algues vertes). Ces données sont déjà disponibles, grâce aux travaux de quelques organismes en France (notamment Ineris, PestiRiv). Ces données doivent être accessibles à tous, afin de parfaire la culture des territoires.



Les EPCI sont un échelon adapté pour pouvoir mettre en place une politique de santé environnement concrète et propre à chacun des territoires.

Agnès Popelin

De plus, le CESE estime que les EPCI sont un échelon adapté pour pouvoir mettre en place une politique de santé environnement concrète et propre à chacun des territoires. De plus en plus d'intercommunalités et de métropoles mettent en place des politiques santé environnement (c'est notamment le cas de la métropole de Lyon). Elles se fondent sur un diagnostic relatif à la biodiversité, pour ensuite travailler sur la santé. Elles parviennent enfin à cumuler ces données de santé et de biodiversité et se rendent compte que ces deux domaines sont liés. Par la suite émerge des contrats locaux de santé et des études d'impact sur la santé ont été organisées. Enfin, les compétences territoriales doivent être également renforcées, il faut que les maires disposent de compétences en matière de santé-environnement. Mon deuxième point est que la santé et l'environnement sont l'affaire de tous. Par conséquent, il est primordial de financer des programmes pluriannuels de recherche. Il faut soutenir les agences de recherche d'expertise, par des moyens financiers et humains. Il est également central de renforcer l'éducation et la formation à la santé environnement. Le droit d'éducation à la santé environnement doit être diffusé dans les écoles et faire l'objet de programmes de formation pour les professionnels médicaux, les élus territoriaux, les fonctionnaires et les professeurs.

Enfin, je souhaite saluer les initiatives du laboratoire écocitoyen déployées à Fos-sur-Mer. Elles permettent d'obtenir des données fiables et de les compiler. À la suite de la crise sanitaire, la méfiance envers les données publiques se multiplie. Il faut donc pouvoir constituer un socle solide de données pour répondre aux interrogations des citoyens. FNE possède également une plateforme de recueil d'alerte, nommée « les sentinelles de la nature ». Nous avons tous un devoir d'alerte, nous devons tous nous en saisir pour faire progresser la santé environnement.

Marc Teyssier d'Orfeuille : nous avons le plaisir de travailler avec le CESE depuis plusieurs années. Ils effectuent des rapports extraordinaires, qui sont peu lus au Sénat ou à l'Assemblée, mais qui sont parcourus par les conseillers des ministres. Ces conseillers présentent parfois des idées tirées de ces rapports. Le CESE est exceptionnellement efficace.

Par ailleurs, l'alimentation et la santé animale sont les piliers du projet Une Seule Santé. Comment cette approche est-elle intégrée dans la pratique quotidienne des agriculteurs ? Comment peut-elle être encouragée auprès de ces acteurs ?

Marie-Cécile Damave, responsable de l'Innovation et des affaires internationales d'AgriDées : je suis responsable innovation et affaires internationales du think tank AgriDées. Il s'agit du think tank de l'entreprise agricole, issue d'une association reconnue d'utilité publique, à savoir la Société des Agriculteurs de France. Cette association a été créée par des agriculteurs en 1867 dont l'objectif était d'éclairer les acteurs du monde agricole, et en particulier les chefs d'entreprises agricoles, sur les enjeux émergents, sur les opportunités pour faire leur transition dans un monde en pleine évolution. La Société des Agriculteurs de France reste animée par ces valeurs d'humanisme et de progrès.

AgriDées est composé d'une dizaine d'experts qui travaillent sur One Health depuis 2022. La crise sanitaire a impacté tous les secteurs de la société, notamment le monde agricole. Les vétérinaires ont été les premiers, historiquement, à traiter le sujet One Health. Ainsi, les experts d'AgriDées se sont réunis dans le cadre d'un groupe de travail entre 2022 et 2024 pour répondre à la question des rôles joués par les agriculteurs et les territoires dans ce sujet One Health.

Une quarantaine d'experts et de parties prenantes ont été auditionnés, avec une vision d'entreprise, puisque la santé économique est importante (peut-être une dimension à ajouter aux différentes santés qui ont déjà été mentionnées). À l'issue, une note a été rédigée, proposant les réflexions des groupes de travail.



Il serait positif de mettre en place une incitation sous forme de service de paiement aux agriculteurs pour service de santé publique, afin qu'ils adoptent ses bonnes pratiques.

Marie-Cécile Damave

Pour nous, One Health est un équilibre entre les différents compartiments de la santé, humaine, environnementale, animale, végétale et économique des acteurs sur un territoire. Ces santés sont liées, il s'agit de comprendre les interactions, les ressemblances et les connexions entre ces différents compartiments de la santé. Notre vision est que les agriculteurs contribuent à la grande mécanique de One Health à travers deux voies principales.

La première voie s'appuie sur les pratiques de l'agriculture régénératrice, avec l'agroécologie et les bonnes pratiques agronomiques et zootechniques, le bien-être animal et l'agriculture bas carbone.

La deuxième voie se traduit par l'alimentation durable, définie comme une alimentation ayant une quantité et une qualité nutritionnelle suffisante, et qui porte une dimension culturelle et territoriale qui se manifeste notamment par le fait que l'alimentation durable prévoit une relocalisation d'une partie de l'alimentation au sein des territoires.





Les données numériques permettent de caractériser l'état de santé One Health d'un territoire.

Marie-Cécile Damave

Ces deux axes permettent de faire fonctionner la mécanique One Health de manière vertueuse, en positionnant les agriculteurs comme moteurs de ce cercle vertueux. Agridées a proposé un certain nombre d'idées afin de mettre en œuvre ce cercle vertueux. D'abord, il s'agit de mettre en place une cohérence réglementaire parmi les politiques publiques. En effet, il existe de nombreuses réglementations à l'heure actuelle, sur les questions d'alimentation, d'environnement et de santé. Par ailleurs cette cohérence réglementaire intervient aussi sur les produits de santé, des humains, des animaux, des végétaux qui aujourd'hui fonctionnent en silos. Ainsi, il est désormais nécessaire de mettre à niveau ces différentes réglementations.

Il serait positif de mettre en place une incitation sous forme de service de paiement aux agriculteurs pour service de santé publique, afin qu'ils adoptent ses bonnes pratiques qui permettent de répondre à tous ces compartiments de la santé. Puis un effet de sensibilisation et de formation des acteurs et des citoyens sur les santés One Health sont également primordiaux. Le deuxième levier concerne les innovations, qui doivent répondre à une bonne santé territoriale. Deux grands groupes d'innovation sont identifiés, à savoir le numérique et le vivant. Les données numériques permettent de caractériser l'état de santé One Health d'un territoire. Par conséquent il est important de pouvoir disposer de bons indicateurs (santé des sols, des animaux, de plantes, des humains ainsi que la santé économique de ce territoire). Ces indicateurs doivent notamment être fournis par les acteurs d'un territoire bien défini. Le numérique permettrait ainsi de mettre en œuvre une agriculture et un élevage de précision. En outre, le deuxième groupe d'innovation est lié au vivant et porte sur les bio-solutions (biofertilisant, biocontrôle, etc.), qui pourraient compléter ou se substituer à la chimie de synthèse. Les évolutions génétiques et les innovations microbiotiques sont également des champs prometteurs en matière de santé.

Olivier Mariotte : l'une des problématiques identifiées est que One Health est une approche monopolisée par la santé humaine, et ne laisse pas une grande place aux autres santés. Quel rôle donner aux professionnels de santé dans ce concept One Health, qu'il faudra ouvrir à d'autres partenaires ?

Sarah Degiovani, secrétaire générale de l'Union Nationale des Professionnels de Santé : je suis orthophoniste, présidente de la Fédération Nationale des Orthophonistes et secrétaire générale de l'Union Nationale des Professionnels de Santé (UNPS). L'UNPS a été fondée par la loi, en 2004. Elle est l'interlocuteur privilégié de l'UNCAM (Union nationale des caisses d'assurance maladie) et se charge des nominations d'experts dans certaines instances. L'UNPS publie de nombreux avis en fonction des demandes de la CNAM (Caisse nationale de l'Assurance Maladie), des ministères ou à leur propre initiative. L'UNPS regroupe ainsi tous les syndicats représentatifs de toutes les professions de santé conventionnées libérales. Dans le domaine One Health, l'engagement n'est pas encore mature. En janvier 2024, l'UNPS a signé une convention de planification écologique avec le ministère. Elle a également initié un groupe de travail avec la CNAM afin de mesurer l'impact des professions de santé sur l'environnement et la manière de faire évoluer cet impact.

Nous savons que l'impact sur l'environnement est important, parce que les professionnels de santé ont des locaux, parce qu'ils se déplacent ou font se déplacer les patients (la question des transports est donc une question majeure pour les professionnels de santé), parce qu'ils prescrivent des médicaments qui nécessitent une gestion par les pharmacies (livraison, stockage puis destruction), constituent autant d'éléments cruciaux que nous prenons désormais en compte pour préserver la santé environnementale. Des réflexions sont également menées au sujet de l'antibiorésistance afin de mieux maîtriser ces risques. Enfin, les professionnels de santé rencontrent quotidiennement leurs patients. Ils doivent donc porter des messages forts auprès de ces patients (que nous devons co-construire), pour que les évolutions liées à One Health puissent avoir lieu dans les meilleures conditions possibles. La confiance se créant entre les professionnels de santé et les patients permet une meilleure sensibilisation.



L'impact sur l'environnement est important, parce que les professionnels de santé ont des locaux, parce qu'ils se déplacent ou font se déplacer les patients parce qu'ils prescrivent des médicaments qui nécessitent une gestion par la pharmacie. Les professionnels de santé rencontrent quotidiennement leurs patients. Ils doivent donc porter des messages forts auprès de ses patients.

Sarah Degiovani

Il est en effet primordial de travailler avec d'autres secteurs, ce qui est plus aisé au niveau local car cela peut notamment passer par plusieurs structures (comme : les communautés professionnelles territoriales de santé, les unions régionales de professionnels de santé). Cette emprise au niveau local permettrait ainsi de renforcer la place des professionnels de santé dans les territoires, permettant ainsi de résoudre certaines problématiques communes au monde de la santé comme celle de la désertification médicale qui est un sujet grave, à la fois pour la santé des citoyens et pour les échanges qui peuvent avoir lieu au sein des différentes instances. En conclusion, One Health est un travail en cours, enrichissant et motivant, dont l'ensemble des enjeux doit encore être identifié. Nous devons travailler et échanger ensemble, en créant des liens afin de mieux saisir les enjeux à l'avenir.

Marc Teyssier d'Orfeuill : les industries du médicament et des diagnostics vétérinaires travaillent depuis plusieurs années sur les pandémies et les maladies animales. Aujourd'hui, comment établir un lien entre le travail pour l'animal et le travail pour les humains ? Existe-t-il dans le monde un pays qui possède de plus fortes synergies entre ces deux domaines ?



Le monde vétérinaire s'est manifesté pendant la période du Covid. Les deux laboratoires ayant mis au point un vaccin étaient présidés par des vétérinaires.

Jean-Louis Hunault



Jean-Louis Hunault, président du syndicat de l'Industrie du Médicament et diagnostic Vétérinaires : je ne suis pas vétérinaire, mais je me dois de représenter la filière vétérinaire en tant que Président du syndicat de l'Industrie du Médicament et diagnostic Vétérinaires (SIMV). Le monde vétérinaire s'est manifesté pendant la période du Covid. Les deux laboratoires ayant mis au point un vaccin étaient présidés par des vétérinaires. Leurs connaissances de ce genre de phénomène en santé animale leur ont permis de comprendre rapidement les similitudes et de mettre au point et commercialiser dans un temps record des vaccins avec le bénéfice que l'on connaît. De la même façon, les vaccins ARN messager étaient aussi utilisés en santé animale. Au vu de ces quelques illustrations je pense donc que l'ambition de One Health est tout à fait louable. Le SIMV représente 45 sociétés, 6.700 salariés, 915 millions d'euros de chiffre d'affaires, 3.000 médicaments vétérinaires et 2.000 tests de diagnostic. Deux tiers des médicaments et 80% des tests sont exportés. Trois des entreprises du SIMV sont présentes dans les dix premières entreprises mondiales.



Aucune agence n'est capable d'assurer une coordination entre l'humain, l'environnement, l'animal et la sécurité alimentaire comme le fait l'ANSES en France.

Jean-Louis Hunault

Je souhaite aborder le sujet de l'antibiorésistance et faire la promotion des résultats obtenus par la profession vétérinaire. Le tonnage des antibiotiques utilisés pour les animaux en France a baissé de 79% entre 1999 et 2023. L'exposition des antibiotiques critiques a été réduite de 52% depuis 2011. La profession vétérinaire a su réduire ses prescriptions d'antibiotiques et contribuer à la baisse des résistances sur ces molécules, qui sont des biens publics mondiaux. Par ailleurs, nous sommes confrontés à des émergences de maladies épizootiques voire zoonotiques, qui augmentent en nombre et en intensité. Il s'agit d'un véritable défi pour notre filière, puisque soigner l'animal permet d'éviter de soigner l'homme.

En termes d'environnement, 20% des animaux sur la planète meurent avant terme à cause de maladies animales. En prenant en charge ces 20%, nous réduirions mécaniquement de 20% l'impact de l'élevage sur l'environnement (selon un rapport de la FAO).

La France a de nombreux atouts mobilisables. Par exemple nous avons il y a moins de 10 ans 32 000 foyers de fièvre catarrhale ovine (FCO). A la suite du plan de vaccination, la France a retrouvé en deux ans son statut de pays indemne. Concernant l'influenza aviaire, cela a coûté 1 milliard 100 millions, avec de très nombreux cas et un impact considérable pour les filières. Une campagne de vaccination a été menée et le nombre de cas a été réduit à 10 en 2024 et la France a retrouvé son statut de Pays indemne.

Aujourd'hui, on a une véritable agence « One Health » qui est la plus grande d'Europe, c'est l'ANSES. Au niveau européen, il existe une agence du médicament (AEM) et une agence pour les maladies animales (EFSA) notamment. Cependant, aucune agence n'est capable d'assurer une coordination entre l'humain, l'environnement, l'animal et la sécurité alimentaire comme le fait l'ANSES en France. Ainsi elle constitue un atout considérable pour une politique du One Health.

Pour conclure il reste donc à généraliser de belles initiatives comme le domaine d'innovation majeur d'Ile-de-France One Health ou encore plusieurs leviers tels que les appels à projets de France 2030 (qui ne doivent pas uniquement porter sur les bénéfices concernant la santé humaine), mais aussi tirer profit de notre écosystème de recherche qui est remarquable. Puis enfin, concernant les exemples à l'international, il existe des initiatives qui lient l'humain et l'animal comme PREZODE. Certaines pratiques d'élevage dans d'autres pays comme en Chine nous interrogent sur notre rapport à l'animal. Ces pratiques d'élevage nous interrogent sur le modèle que nous voulons en Europe et les problématiques de santé qu'elles peuvent engendrer.

Olivier Mariotte : quel est le rôle du politique sur la question du One Health ?

Anne-Cécile Violland, députée de Haute-Savoie et présidente du Groupe Santé Environnement : je suis députée de Haute-Savoie et Présidente du Groupe Santé Environnement (GSE). Ce groupe existe depuis 2009, et sa gouvernance a été renouvelée en mars 2023. Ce groupe est composé de différents acteurs de la santé environnement, qui rassemblent des membres de l'État, des collectivités territoriales, des professionnels de la santé humaine, animale et des écosystèmes, des personnes qualifiées, des associations, des organisations syndicales, des entreprises et des parlementaires. Ses membres sont organisés en collèges, avec pour mission d'accompagner la mise en place du plan national santé environnement. Sous l'impulsion de la nouvelle gouvernance, le Groupe Santé Environnement a souhaité être force de propositions. Quatre groupes se sont créés, dont un groupe de formation, information et sensibilisation (pour informer sur les bonnes pratiques), un groupe de suivi de réduction des risques, un groupe de recherche et données, et un groupe dédié à Une Seule Santé. Une feuille de route a été établie. Le premier axe est d'accompagner et orienter les politiques publiques en matière de santé environnement, en ajoutant un axe particulier sur One Health. Le deuxième axe est fondé sur la mise en valeur des travaux du Groupe Santé Environnement.



Un comité d'animation des territoires a également été créé, dont le rôle est d'accompagner les collectivités sur ces questions et notamment sur les plans régionaux.

Anne-Cécile Violland

Ce comité d'animation des territoires a repris son travail en 2023 et a établi sa propre feuille de route. Ce comité permet aux acteurs d'échanger et de partager leurs initiatives mais aussi d'être accompagnés au quotidien dans la mise en œuvre de leur politique publique. De plus, un dialogue plus important doit être établi entre les différents ministères en France. Dans le cadre du comité d'animation des territoires, il y a une véritable volonté d'organiser une nouvelle gouvernance territoriale, pour les développements en matière de santé environnement. Par ailleurs, un deuxième axe doit être mené pour analyser la gouvernance des plans régionaux de santé environnement actuel en tenant compte des propositions et des recommandations émises par les représentants des collectivités à l'occasion de l'élaboration de la future planification en matière de prévention des risques pour la santé. Enfin il est primordial de travailler ensemble à l'élaboration du cinquième plan national santé environnement, avec une véritable volonté qui est celle d'être au plus près des orientations que pourront donner les territoires.



En France, les collectivités devraient travailler à anticiper et prévenir les épidémies ou les crises. A titre d'exemple on peut notamment penser à la métropole de Lyon qui a mis en place un projet d'établissement visant à rassembler différents acteurs de différents secteurs avec une volonté commune de travailler sur la prévention des épidémies et donc sur Une Seule Santé. C'est aussi une collectivité qui va travailler spécifiquement sur les perturbateurs endocriniens dans les crèches et les lieux d'accueil pour les enfants, d'avoir un regard particulier sur l'alimentation dans les cantines. En conclusion, le Groupe Santé Environnement accueille tous les spécialistes souhaitant travailler à ce sujet. Nous souhaitons fluidifier les relations entre les différents acteurs, et mettre au service les connaissances de chacun pour cette cause commune qu'est One Health.



La métropole de Lyon a mis en place un projet d'établissement visant à rassembler différents acteurs de différents secteurs avec une volonté commune de travailler sur la prévention des épidémies et donc sur Une Seule Santé.

Anne-Cécile Violland

Marc Teyssier d'Orfeuill : nous rappelons qu'il est moins cher de vacciner que d'abattre des animaux. Je vous propose de passer aux questions de la salle.

Armelle Hébert, Head Of Strategy Institut One Health : j'ai rejoint depuis quelques jours l'Institut des Hautes Études One Health. Quelques écoles, à Paris, Lyon et Rennes notamment, travaillent sur ce sujet. L'institut des hautes études One Health propose des formations continues et des formations initiales. Les formations sont de plus en plus nombreuses, l'enjeu est de former dès le plus jeune âge. La Fondation Une Santé Durable pour Tous a mené un travail conséquent depuis 2021 en réunissant en deux ans six groupes de travail au niveau international. Le premier groupe de travail concernait l'intégration de l'environnement, et le deuxième les grands enjeux des instruments de gouvernance et de financement.

Daniel Philippe : l'aspect citoyen et le soin de l'animal d'élevage rappellent l'idée de la souffrance de l'animal d'élevage. Les animaux élevés dans de mauvaises conditions sont plus toxiques, et les humains les ingèrent. Pensez-vous qu'un schéma éducatif et publicitaire devrait être mis en œuvre pour sensibiliser les populations à ce sujet ?

Jean-Louis Hunault : notre syndicat dispose d'un observatoire de la vaccination, capable de suivre la couverture vaccinale de toutes les espèces animales. 100% des poulets sont vaccinés, ce qui évite la transmission de maladies. Aujourd'hui on s'approche désormais d'une véritable médecine préventive et de précision. Les vaccins jouent un rôle considérable pour contenir le prix de production de l'élevage et pour assurer aux éleveurs une rémunération décente.

Jeanne Brugère-Picoux, vétérinaire membre de l'Académie nationale de médecine : la souffrance animale n'est pas dans l'intérêt de l'éleveur, car un animal qui souffre ne produit pas. Nous nous occupons trop de la bienveillance animale, et pas suffisamment de la bienveillance de l'éleveur. Nous devons plutôt défendre les éleveurs.

Par ailleurs, vous vous intéressez aux épidémies en tant que vétérinaires, mais vous oubliez les cas sporadiques. Actuellement, les mini-fermes, les « petting zoo » et les fermes pédagogiques se multiplient. Les jeunes enfants sont invités à caresser les animaux en méconnaissant qu'ils sont un réservoir asymptomatique de maladies dangereuses. Enfin, je pense que nous ne nous inquiétons pas suffisamment du réservoir de maladies liées aux animaux sauvages. Ces maladies sont parfois transmises à nos élevages.

James Golberg, oncologue : comment pouvons-nous mettre en place des formations, pendant les études, pour anticiper les besoins importants dans l'ensemble des domaines mentionnés ? Quelles sont les priorités des trois prochaines années pour améliorer les performances et intégrer les projets One Health ?

Anne-Cécile Violland : la question de la brucellose est prise en compte en Haute Savoie. Les élus sont notamment en bras de fer avec la préfecture par rapport à la gestion des bouquetins. Pour répondre à la question sur la diffusion de One Health : Un des objectifs du Groupe Santé Environnement est de proposer une loi obligeant une prise en compte de One Health dans les cursus médicaux et paramédicaux. Nous envisageons également d'obliger chaque collectivité à dédier un élu aux questions de One Health. Le plan national santé environnement permet d'évaluer le taux de réalisation des actions menées. Cette évaluation a pour objectif d'anticiper et de réfléchir au futur plan national santé et Environnement.

Marie-Cécile Damave : le bien-être animal est lié au bien-être de l'éleveur. Ses animaux sont le fruit de son travail. Les règles de base de soins des animaux et des plantes, ainsi que les choix d'alimentation, devraient faire partie de l'éducation de base de tous (avant même de penser aux formations supérieures). Les projets alimentaires territoriaux pourraient ainsi être mobilisés pour insuffler des dynamiques collectives dans les territoires.

Casimiro Vizzini, responsable des relations institutionnelles de One Sustainable Health for All Foundation : les sciences fondamentales sont absentes des échanges aujourd'hui, et des démarches One Health, ce qui est dommageable. Par ailleurs, la sensibilisation des jeunes doit avoir lieu avant les études supérieures.

Olivier Mariotte : je vous remercie et je vous propose de clore la première table ronde.



Table Ronde 2

Faire des académies la boussole d'Une Seule Santé



Catherine Barthélémy

Présidente de l'Académie nationale de Médecine



Philippe Liebermann

Président de l'Académie nationale de Pharmacie



Didier Boussarie

Président de l'Académie vétérinaire de France



Michel Dron

Vice-président de l'Académie de l'agriculture de France



Philippe Marre

Ancien président de l'Académie Nationale de Chirurgie



Élisabeth Éléfant

Administratrice de la Fondation de l'Académie de Médecine

Présentation de la table ronde

Les académies jouent un rôle crucial en tant que guides dans de nombreux aspects de notre société, grâce à leur travail d'étude, de réflexion et de prise de position. Face aux défis inhérents à l'approche Une Seule Santé, il est impératif, en raison de son caractère interdisciplinaire, de conjuguer les points de vue et les considérations afin d'orienter et de soutenir l'action des forces vives du terrain. Des initiatives de coopération prometteuses ont déjà émergé, que ce soit à l'échelle internationale, avec la création en 2021 du Groupe d'experts de haut niveau pour l'approche «Une seule santé» ou One Health High-Level Expert Panel(OHHLEP), ou au niveau national, avec la publication d'avis conjoints de plusieurs académies en faveur d'Une Seule Santé. L'enjeu aujourd'hui est de poursuivre cette coopération et de la renforcer à tous les échelons.

- Comment faciliter la collaboration entre les académies ?
- Comment renforcer leur rôle de guide dans un contexte de déploiement d'Une Seule Santé ?
- Devons-nous favoriser l'émergence d'une Académie Une Seule Santé ?

Olivier Mariotte : nous avons espéré la participation de la Fédération Européenne des Académies de Médecine, malheureusement, ni André Jestin ni Bernard Charpentier n'ont pu se joindre à nous. Toutefois, je tiens à les saluer car ils sont des figures marquantes de l'histoire de l'approche Une Seule Santé en France.

Catherine, comment l'Académie de Médecine soutient-elle l'approche Une Seule Santé ? Y a-t-il des domaines spécifiques qu'elle cherche à promouvoir ?

Catherine Barthélémy, présidente de l'Académie nationale de Médecine : l'Académie est, par nature et par décret de Louis 18, une institution multidisciplinaire. Elle constitue un moyen concret d'engager des discussions et de rédiger des rapports et des communiqués destinés au public, aux décideurs, et au grand public.



Notre table ronde reflète le travail des différentes Académies : il est réalisé de manière collaborative. Nos efforts visent à approfondir la compréhension et à améliorer la formation. Nous jouons également un rôle dans le développement et le soutien de la recherche, car sans recherche, les progrès restent limités.

Catherine Barthélémy

Ensuite, notre table ronde reflète le travail des différentes Académies : il est réalisé de manière collaborative. Nos efforts visent à approfondir la compréhension et à améliorer la formation. Nous jouons également un rôle dans le développement et le soutien de la recherche, car sans recherche, les progrès restent limités.

Lors de nos réunions hebdomadaires, nous présentons l'ensemble des activités de l'Académie qui ont lieu tout au long de la semaine. Du lundi au vendredi, les académiciens travaillent au sein de commissions et de groupes de travail, collaborant avec des spécialistes et des représentants de la société. Il est crucial d'alimenter les réflexions des décideurs, ce qui constitue l'essence de notre travail. Notre assemblée compte 200 membres, de plus en plus de femmes y sont représentées. Ainsi, nous contribuons à promouvoir l'excellence et à accueillir les jeunes chercheurs qui illustrent de manière tangible les progrès de la science.

Marc Teyssier d'Orfeuill : Didier Boussarie, quel est le rôle des vétérinaires dans l'approche Une Seule Santé ?



En tant que lanceurs d'alerte, nous intervenons sur les problèmes sanitaires et éthiques liés à la relation entre l'homme et l'animal.

Didier Boussarie



Didier Boussarie, président de l'Académie vétérinaire de France : en tant que président de l'Académie vétérinaire de France et praticien spécialisé dans les Nouveaux Animaux de Compagnie (NAC), je peux vous apporter un éclairage sur ce sujet. Notre académie, fondée au 19^e siècle, compte 201 membres répartis en trois sections :

- recherche et enseignement
- sciences cliniques, et production animale
- hygiène alimentaire.

Régis par des règlements internes établis en collaboration avec les ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur, et entretenons des liens avec l'enseignement supérieur et l'environnement.

Quel est notre rôle ? Nous sommes chargés d'observer, d'informer et de proposer des solutions. En tant que lanceurs d'alerte, nous intervenons sur les problèmes sanitaires et éthiques liés à la relation entre l'homme et l'animal. Dans l'opinion publique, les vétérinaires jouissent d'une bonne réputation, ce qui confère du poids à nos avis. Nous émettons des avis fondés sur des rapports ou des communiqués, soit de notre propre initiative, soit à la demande des ministères. Pour cela, nous disposons d'une commission dédiée Une Seule Santé (One Health), présidée par Pascal Boireau, qui collabore avec d'autres commissions sur la biodiversité, la communication, les relations homme-animal et les affaires internationales. Nous intervenons également auprès de la FEAM, où André Jestin siège. Récemment, nous avons publié des communiqués sur des sujets tels que le botulisme, la contamination des huîtres par norovirus, le transport maritime des animaux vivants ou encore élevage et société, en mettant l'accent sur les aspects sanitaires tant pour les animaux que pour les humains. Le bien-être animal est également au cœur de nos préoccupations, tout comme la gestion des données vétérinaires brutes, sur laquelle nous avons récemment émis un avis notamment au CGAAER (Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux). Cette année, nous avons programmé plusieurs sessions sur la conservation et la gestion des PAISOD (populations et individus susceptibles d'occasionner des dégâts), vivre avec la faune sauvage ainsi que sur l'antibiorésistance. Permettez-moi de conclure avec deux exemples concrets :

- Dans une animalerie, j'ai été confronté à un cas de teigne chez un animalier, probablement transmise par un cochon d'Inde. Les autorités du travail et de la santé publique ont réagi de manière excessive, alors que 80% des cochons d'Inde sont porteurs de cette maladie, rendant les tests et les mesures de contrôle inefficaces. De plus, l'accès à une consultation médicale a été longue alors qu'un traitement vétérinaire approprié aurait pu suffire pour l'animalier.
- Dans un autre cas, un animalier a contracté une mycobactériose et présentait des lésions nodulaires après des manipulations de poissons sans précautions particulières. Malheureusement, ces symptômes n'ont pas été diagnostiqués par les médecins consultés. Ces exemples soulignent l'importance de former les professionnels de la santé et les vétérinaires aux zoonoses, ce qui aurait pu faciliter la prise en charge des patients.

Olivier Mariotte : j'ai effectué ma troisième année de médecine au Gabon, où des souches spécifiques étaient présentes à l'époque. Jamais je n'aurais imaginé qu'elles se retrouveraient également à Strasbourg. Nous avons reçu une formation complète, mais je me demande si les nouveaux étudiants sont aujourd'hui bien préparés à traiter des affections telles que la teigne, par exemple. Philippe, de quelle manière les pharmaciens promeuvent-ils les bonnes pratiques et comment l'académie guide-t-elle la profession dans la bonne direction ?



Dans son ensemble, notre académie s'intéresse à la recherche autour du médicament, depuis sa conception jusqu'à sa distribution, ainsi qu'à son impact sur l'environnement.

Philippe Liebermann

Philippe Liebermann, président de l'Académie nationale de Pharmacie : l'académie compte plus de 500 membres répartis en 6 sections. Son origine remonte à la Société de Pharmacie de Paris créée en 1803 sous l'égide de Bonaparte. Les deux premières sections se concentrent sur les sciences fondamentales (chimie et médicament), tandis que la troisième concerne la biologie et les vaccins, ainsi que le diagnostic biologique. La quatrième section traite de l'industrie, la cinquième de la dispensation du médicament en officine et à l'hôpital, et la sixième de la santé environnementale. Dans son ensemble, notre académie s'intéresse à la recherche autour du médicament, depuis sa conception jusqu'à sa distribution, ainsi qu'à son impact sur l'environnement. C'est une institution tournée vers le monde du vivant, composée non seulement de pharmaciens, mais également de juristes, de philosophes, et son premier président, Parmentier, était agronome et non apothicaire.

L'Académie de Pharmacie produit des travaux et des rapports. En tant qu'académiciens, nous avons la latitude et le temps nécessaires pour formuler des avis fondés sur la science et les conclusions des experts. En 2015, lors de la COP21, nous avons été interpellés, en collaboration avec l'Académie Vétérinaire, sur la question du rejet des médicaments dans l'environnement. Nous avons notamment examiné les antibiotiques, mais aujourd'hui d'autres substances comme les œstrogènes ou les agents anticancéreux sont également préoccupantes. Récemment, nous avons consacré une séance aux microplastiques, une problématique omniprésente dans notre environnement. Nous avons décidé de poursuivre nos travaux sur ce sujet ainsi que sur l'écoconception des médicaments, avec une séance prévue l'année prochaine.

L'idée de décarbonation est une piste intéressante, mais il est important de ne pas se limiter à cela. Par exemple, concernant le paracétamol, envisager une relocalisation de sa production en France pour réduire son empreinte écologique semble louable, mais il faut également tenir compte de l'origine des matières premières, souvent chinoises. Il est primordial d'évaluer l'impact environnemental global et de privilégier les solutions les moins préjudiciables.



L'idée de décarbonation est une piste intéressante, mais il est important de ne pas se limiter à cela. Par exemple, concernant le paracétamol, envisager une relocalisation de sa production en France pour réduire son empreinte écologique semble louable, mais il faut également tenir compte de l'origine des matières premières, souvent chinoises.

Philippe Liebermann



En ce qui concerne les dispositifs médicaux, nous devons accélérer le réemploi, conformément aux propositions de la LFSS (Loi de Financement de la Sécurité Sociale). Il est crucial de souligner que, tout comme l'éthique était autrefois négligée et est aujourd'hui une évidence, la question environnementale suivra la même trajectoire.

En matière de politique de prévention en France, il est indéniable que cela reste un domaine sous-financé. Pourtant, des initiatives simples telles que la sensibilisation au lavage des mains ont démontré leur efficacité dans la réduction des infections gastro-intestinales. Il est nécessaire d'investir davantage dans la prévention et la sensibilisation. Enfin, la pharmacie d'officine est un lieu de débat où les patients viennent avec leurs interrogations. Le rôle du pharmacien est de les sensibiliser et de les orienter vers les parcours de soins appropriés.

Marc Teyssier d'Orfeuil : l'agriculture représente un levier majeur de déploiement des projets Une Seule Santé en France. Comment l'Académie encourage ces initiatives et quel rôle porte-t-elle auprès des parties prenantes avec lesquelles elle travaille ?

Michel Dron, vice-président de l'Académie de l'agriculture de France : l'académie a été établie en 1761 par un édit du Roi Louis XV, témoignant de ses préoccupations grandissantes concernant les famines et les problèmes de santé publique. À l'époque, il s'agissait de répondre à la question cruciale de l'alimentation d'une population en constante croissance. Au cours des deux siècles suivants, la population humaine a décuplé, atteignant un milliard entre 2000 et 2010, tandis que le nombre d'animaux domestiqués a augmenté de façon exponentielle.

Cette croissance démographique a été accompagnée d'une augmentation spectaculaire de la productivité agricole, passant de 5 à 10 quintaux de blé par hectare à 120/130 quintaux annuels. Cependant, malgré ces progrès, les courbes démontrent une transition majeure : en 1800, la population était majoritairement agricole, tandis qu'aujourd'hui, elle est devenue largement urbaine, entraînant une augmentation des besoins alimentaires et une diminution de l'offre. Face à ces défis, l'académie a établi une section dédiée à l'écologie, à l'environnement et au territoire, reconnaissant ainsi la tension entre une agriculture orientée vers la productivité et une agriculture axée sur la protection de l'environnement. Alertée par un rapport coordonné par Alerte Laval en fin 2022, portant sur le concept de «Une Seule Santé» et son lien avec l'agriculture, couvrant des aspects tels que l'élevage et la gestion des sols, l'académie a intensifié ses efforts pour être au cœur de ces enjeux. Nous sommes au cœur du réacteur.



L'académie a été établie en 1761 par un édit du Roi Louis XV, témoignant de ses préoccupations grandissantes concernant les famines et les problèmes de santé publique.

Michel Dron

Olivier Mariotte : Michel, je remarque quelque chose d'intéressant, nous avons maintenant quatre réacteurs distincts. Il pourrait être judicieux de créer une méta-académie pour regrouper ces diverses forces et compétences, afin de faciliter un réseau de discussion et de partage entre elles.

Philippe, comment l'Académie nationale de Chirurgie aborde la thématique d'Une Seule Santé ? Quelles sont les synergies entre l'activité chirurgicale et l'approche Une Seule Santé ?

Philippe Marre, ancien président de l'Académie Nationale de Chirurgie : fondée au cours de la première moitié du 18e siècle par la confrérie des chirurgiens de Saint-Côme, l'académie représente les 13 spécialités chirurgicales modernes. Son objectif principal est de promouvoir et de soutenir l'excellence de la chirurgie française, tant sur le territoire national qu'à l'échelle internationale.

Les chirurgiens ont compris que la qualité des interventions dépend non seulement des compétences techniques, mais aussi de divers aspects de la vie, incluant la vie humaine, animale, végétale et microbienne. En s'appuyant sur ces connaissances, la chirurgie s'est positionnée comme un vecteur essentiel de la santé globale.

Deux exemples illustrent cette mission : Tout d'abord, la lutte contre l'antibiorésistance : les chirurgiens jouent un rôle crucial dans ce combat, tant par la qualité de leurs prescriptions d'antibiotiques que par la prévention des complications post-opératoires grâce à une gestion chirurgicale efficace. L'académie veille à ce que les règles de prescription des antibiotiques soient respectées et codifiées, tout en assurant le respect des règles opératoires visant à prévenir les complications, aussi bien en France qu'à l'échelle mondiale. Ensuite, la mise en place de nouvelles procédures opératoires constitue un enjeu majeur pour trois raisons : l'émergence des techniques numériques qui révolutionnent les pratiques chirurgicales (réalité virtuelle, chirurgie assistée, techniques mini-invasives), la spécialisation croissante qui en découle, et la multiplication des offres de formation pratique, nécessitant une coordination pour éviter une fragmentation. Une réflexion sur la formation pratique des nouvelles procédures opératoires sera lancée lors d'un colloque le 15 mars prochain à l'Assemblée nationale, suivi par la constitution de groupes de travail en préparation du congrès des 3e rencontres internationales de la chirurgie francophone prévu les 28 et 29 octobre prochains. Depuis sa création, l'académie s'engage en tant qu'acteur central et incontournable dans la promotion du concept de «Une Seule Santé».



Les chirurgiens ont compris que la qualité des interventions dépend non seulement des compétences techniques, mais aussi de divers aspects de la vie, incluant la vie humaine, animale, végétale et microbienne.

Philippe Marre

Marc Teyssier d'Orfeuil : deux défis importants d'Une Seule Santé sont la réussite de la concrétisation de l'approche et sa bonne diffusion dans la société. Comment la fondation de l'Académie de Médecine travaille sur ces sujets ?



Elisabeth Elefant, administratrice de la Fondation de l'Académie de Médecine : cette fondation, créée il y a dix ans par Pierre Joly, joue un rôle crucial dans la sensibilisation, la prévention et l'innovation, visant à permettre à chacun de devenir acteur de sa propre santé. Elle rassemble des experts issus de l'Académie ainsi que des experts externes, et déploie des actions de communication en France et à l'international pour diffuser les bonnes pratiques en santé. De plus, elle abrite d'autres fondations partageant ses valeurs. Les enjeux abordés par la Fondation incluent le vieillissement, la nutrition et la santé, la santé des femmes, la santé et l'environnement, ainsi que l'accès aux soins. Pour ce faire, elle organise des cycles de débats au sein desquels les partenaires participent à la production de livres blancs. Ces documents synthétisent les débats et les actions de la Fondation auprès des décideurs politiques. Par exemple, en 2024, un cycle est consacré à la santé des femmes. En ce qui concerne Une Seule Santé, la Fondation se positionne comme un organe d'information et de communication sur les thématiques ciblées, visant à dépasser les clivages et à promouvoir la santé dans son sens le plus large. Bien que One Health ne soit pas la priorité initiale, la Fondation y accorde une grande importance. Par exemple, au sein des cycles sur l'alimentation, des notions transversales et multidisciplinaires sont introduites, telles que l'impact de la consommation de viande rouge sur l'équilibre nutritionnel et les écosystèmes. Notre objectif est de continuer dans cette voie, afin de favoriser la convergence des académies, de communiquer et ainsi de faire progresser les choses.



En ce qui concerne Une Seule Santé, la Fondation se positionne comme un organe d'information et de communication sur les thématiques ciblées, visant à dépasser les clivages et à promouvoir la santé dans son sens le plus large

Elisabeth Elefant

Olivier Mariotte : j'en profite pour rappeler le travail d'Yves Levi de la Fondation de l'Académie de médecine sur la question de l'exposome.

Jacques Fiorentino, médecin consultant en prévention : ne pourrions-nous pas considérer le modèle pédiatrique comme une représentation complète du concept d'Une Seule Santé ? Pour deux raisons principales : premièrement, l'enfant est une projection de l'ensemble de l'espèce humaine, et deuxièmement, la vaccination des enfants sensibilise également les adultes.

Catherine Barthélémy : je vous remercie pour cette question pertinente. Effectivement, la question de l'enfant est au cœur des préoccupations actuelles, et mon accès à la présidence a facilité sa mise en avant. Il est essentiel d'agir dans ce domaine, car il est étroitement lié à la prévention. Vacciner les enfants permet de prévenir de graves maladies non seulement chez eux, mais aussi dans l'ensemble de la population, ce qui représente également un enjeu économique majeur en termes d'économies futures. Deuxièmement, le développement de l'enfant est primordial : le cerveau est le siège de la combinaison de facteurs essentiels pour son autonomie, son apprentissage, et l'écosystème environnant est un élément clé de la pédiatrie. Troisièmement, il est crucial de prévenir l'ignorance dès le plus jeune âge : si l'on évoque souvent la formation des médecins en

parlant de formation, il est important de rappeler que l'éducation débute dès la crèche voire à la maison, en éduquant également les parents.

Philippe Liebermann : je souhaite simplement ajouter un élément concernant la vaccination. L'extension de l'obligation vaccinale pour les nouveau-nés s'est déroulée sans difficulté majeure. Cependant, lorsqu'il s'agit de l'adolescent, la situation est beaucoup plus complexe, comme c'est le cas par exemple avec le vaccin contre le papillomavirus humain (HPV).

Olivier Mariotte : cela fait écho avec les deux principaux axes de la fondation : la santé des femmes et la vaccination.

Corinne Loire, présidente d'Hannah une seule santé : depuis quatre ans, je mets en pratique le concept de One Health. Par exemple, je participe à la formation des agriculteurs sur des sujets variés. Chaque session de formation vise à avoir un impact positif sur les trois aspects de la santé : humaine, animale et environnementale. Une formation importante est dispensée par un formateur de l'Inrae : « Réussir la transition agroécologique alimentaire en préservant la santé des êtres humains, des animaux et de la planète ».

François Krabansky, médecin de santé publique et membre de France For One Health : je me suis penché sur la notion d'environnement dans le cadre de One Health pour déterminer si l'approche se limitait uniquement à l'aspect physique de l'environnement. Bien qu'il soit vrai que l'environnement physique soit souvent évoqué, il est essentiel d'intégrer également les aspects sociaux et économiques de l'environnement. Est-ce que la méta académie prend en compte ces dimensions ?

Michel Dron : Cette question concerne chacun d'entre nous. Au sein de l'Académie de l'Agriculture, nous comptons des juristes, des sociologues, et d'autres experts, et c'est ensemble que nous abordons ces questions. Sans une politique publique claire et sans prendre en compte les implications économiques, il est difficile de mettre en œuvre une approche One Health efficace.

Elisabeth Elefant : cet aspect revêt une grande importance au sein de la fondation : il s'agit des liens entre la santé traditionnelle (médicale) et les aspects environnementaux, économiques, la précarité, la toxicomanie, etc. Nous comptons parmi nous des sociologues qui nous aident à aborder ces sujets. Il s'agit de la gestion de la santé à travers l'intersection de la médecine et des sciences humaines et sociales.



Conclusion



Antoine Flahault

Professeur de santé publique, directeur de l'Institut de Santé Globale, membre correspondant à l'Académie Nationale de Médecine et membre de l'Académie Suisse des Sciences Médicales



Thierry Lefrançois

Conseiller auprès de la présidente-directrice générale du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), membre de France For One Health

Olivier Mariotte : pour la conclusion de cet événement et afin de prendre de la hauteur sur les projets français, et ce, dans une perspective internationale, nous avons le plaisir d'accueillir, pour une discussion conclusive Antoine Flahault et Thierry Lefrançois.

Thierry Lefrançois : merci à tous. Lors de notre première rencontre, vous présidiez une mission interministérielle sur les maladies émergentes. L'un des objectifs de cette mission était de venir à La Réunion afin de mieux comprendre le système de recherche sur ces questions. Dès le départ, vous avez pris contact avec le CIRAD, un centre de recherche sur l'agriculture pour le développement, et vous avez proposé d'intégrer les aspects de santé animale et de surveillance territoriale régionale. Cela remonte à 2007/2008. Aujourd'hui, j'aimerais savoir quelle est votre perspective sur la santé mondiale et sur les deux tables rondes que nous avons organisées.

Antoine Flahault : je vous remercie de m'avoir invité. En revenant sur cette expérience, elle remonte à une épidémie très grave de chikungunya à La Réunion. À l'époque, 40 % de la population de l'île a été touchée par le virus. La question qui se posait alors était la suivante : quel était le risque de résurgence ? Pour répondre à cette question, il était nécessaire que les vétérinaires et les épidémiologistes collaborent étroitement. Nous avons d'ailleurs fait des découvertes intéressantes, comme un crocodile infecté : comment un moustique peut-il piquer la carapace d'un crocodile ? En réalité, les vétérinaires nous ont appris que c'était possible au niveau des conjonctives. Ces échanges entre les domaines de la santé sont essentiels pour une meilleure compréhension des phénomènes épidémiques, parfois épisodiques. Pour lutter contre eux, l'interdisciplinarité est indispensable. Le gouvernement français nous avait donné carte blanche pour promouvoir cette interdisciplinarité.



il n'est pas si simple d'instaurer une recherche interdisciplinaire : les congrès ne sont pas les mêmes, et parfois la culture est très spécialisée

Antoine Flahault

Dans les tables rondes, vous avez souligné l'importance de la recherche et de la formation. Ces deux axes animent toutes les académies, mais il n'est pas si simple d'instaurer une recherche interdisciplinaire : les congrès ne sont pas les mêmes, et parfois la culture est très spécialisée. C'est presque paradoxal de promouvoir «Une Seule Santé» tout en conservant la culture de la recherche.

Thierry Lefrançois : pour approfondir ce sujet, la notion d'échelle de travail a été abordée, tant au niveau des territoires locaux qu'au niveau international, où des conceptions divergentes, y compris sur la notion de «Une Seule Santé», se manifestent. Cela témoigne d'un monde fragmenté post-crise de la Covid-19. Pourriez-vous nous en parler davantage, en tenant compte de votre expérience ? Pourquoi observe-t-on autant de projets «Une Seule Santé» dans les pays du Sud ?

Antoine Flahault : les Français jouent un rôle significatif dans l'approche «Une Seule Santé». Vous avez évoqué l'initiative Prezode, qui est une initiative française soutenue financièrement par le gouvernement français, visant à stimuler la recherche et l'expertise dans le domaine des zoonoses. Il y a également le forum One Sustainable Health Forum, d'origine française, axé sur les fondations, ainsi que l'initiative France For One Health, qui vise à mobiliser la société civile. Je dirais que la France promeut différentes approches de la «Une Seule Santé». Prezode s'est rapidement impliqué sur le terrain, notamment dans les pays du Sud, en adoptant une approche globale au service de la population mondiale. Cependant, sur la scène internationale, «Une Seule Santé» est parfois considérée comme un sujet tabou et perçue comme une approche des anciennes puissances coloniales. Il est crucial de veiller à ce que ces initiatives ne soient pas interprétées comme une forme de néocolonialisme des pays du Nord envers les pays du Sud. La pandémie de grippe de 2009 a suscité une prise de conscience importante dans les pays du Sud, soulignant qu'ils étaient souvent le lieu d'origine des émergences virales, tandis que la production de médicaments et les ressources restaient inaccessibles et limitées pour eux. Cette approche «Une Seule Santé» doit être développée avec intelligence, en tenant compte des impératifs de diplomatie et de respect mutuel.

Thierry Lefrançois : pourtant, pour poursuivre dans cette lancée, vous avez également travaillé sur la fièvre de la vallée du Rift. Pourriez-vous nous en dire quelques mots ?



Il est crucial de veiller à ce que ces initiatives ne soient pas interprétées comme une forme de néocolonialisme des pays du Nord envers les pays du Sud.

Antoine Flahault

Antoine Flahault : cela remonte à 20 ans, lorsque j'ai visité la NASA, qui dispose de satellites capturant des données, notamment sur la couverture végétale. Les épidémiologistes n'avaient pas l'habitude de collaborer avec la NASA ou l'ESA. Cependant, en examinant les conséquences des changements climatiques ou du réchauffement climatique, lorsque ces observations satellitaires sont utilisées, les risques de maladies comme la fièvre de la vallée du Rift, le choléra et le paludisme deviennent apparents. Aujourd'hui, grâce à ces données satellitaires, il est possible de prévenir ce type de maladie. Ainsi, les pays peuvent agir rapidement dès que les signaux d'alerte sont détectés, en vaccinant les animaux et les êtres humains. Dans ces régions d'Afrique très pauvres, où le bétail est souvent la seule ressource, perdre à la fois des proches et son cheptel est catastrophique. Un bon pilotage permet de prévenir de telles situations en utilisant ces outils à bon escient.



Thierry Lefrançois : en ce qui concerne les maladies infectieuses émergentes, il est clair qu'il est crucial de travailler sur ces questions. Cependant, « Une Seule Santé » ne se limite pas à cela. Auriez-vous un exemple d'approche territoriale et de compréhension d'un sujet « Une Seule Santé » qui ne soit pas lié aux maladies émergentes ?

Antoine Flahault : nous avons participé à l'ouverture de l'Assemblée mondiale de la santé en 2019, qui est le conseil d'administration de l'OMS, réunissant les 194 ministres de la santé. Certains d'entre eux ont exprimé des réticences à l'égard d'un stand en raison de la présence de serpents. Un herpétologue tentait de sensibiliser cette assemblée mondiale à l'importance de déclarer les morsures de serpent comme une maladie négligée afin d'obtenir une reconnaissance et des fonds dédiés. Cette cause est cruciale car dans de nombreux villages en Afrique, mais également au Népal, les morsures de serpent constituent la principale cause de mortalité. Le problème des serpents réside dans leur grande variété, et l'administration d'antivenin doit être rapide. Dans la plupart de ces régions reculées, il est difficile d'avoir un herpétologue sur place. Pour répondre à ce défi, nous avons développé à l'Institut de Santé Globale une application sur smartphone permettant de prendre une photo du serpent en question. Grâce à l'intelligence artificielle, la photo est comparée à une base de données regroupant plus d'un million de serpents afin d'identifier l'espèce et de déterminer le bon antivenin ainsi que la localisation du stock le plus proche pour une livraison rapide. Au Rwanda, une entreprise nommée Zipline est même capable d'acheminer rapidement l'antivenin par drone, offrant un mode de transport rapide, économique et respectueux de l'environnement, alimenté par des panneaux solaires. Les morsures de serpent touchent également les animaux domestiques, entraînant ainsi d'importantes pertes économiques pour de nombreuses communautés.



Grâce à l'intelligence artificielle, la photo est comparée à une base de données de plus d'un million de serpents afin d'identifier l'espèce et de déterminer le bon antivenin ainsi que la localisation du stock le plus proche pour une livraison rapide.

Antoine Flahault

Thierry Lefrançois : absolument, et cela confirme ce que vous disiez au début. Nous avons besoin de recherche opérationnelle à tous les niveaux, ainsi que de la collaboration entre les acteurs pour mettre en œuvre ce type d'initiative.

Marc Teyssier d'Orfeuil : je vous remercie d'avoir mentionné Zipline, leur contribution est en effet très importante. Par ailleurs, je propose d'organiser un grand congrès « Une Seule Santé » à Brazzaville, au Congo, afin de discuter de ces sujets ensemble.

Olivier Mariotte : je tiens à remercier Catherine Barthélémy, ainsi que Richard Villet de la fondation, et enfin, un grand merci à Christian Boitard à qui je cède maintenant la parole pour conclure.

Mot de la fin



Christian Boitard

Secrétaire perpétuel de l'Académie nationale de Médecine

Christian Boitard : je tiens à féliciter Olivier Mariotte et Marc Teyssier d'Orfeuil pour avoir organisé cette réunion. Je me souviens avoir discuté de cela avec Olivier il y a environ six semaines. J'ai été particulièrement touché par notre discussion sur l'importance de la liaison avec les territoires. Je trouve qu'un certain nombre de points importants ont été soulevés, notamment celui de l'éducation. Il est crucial de passer par les enfants pour sensibiliser les adultes. Comme l'a démontré Esther Duflo, si nous voulons réduire l'obésité des parents, ce n'est pas en leur donnant un médicament, mais en leur offrant une éducation à l'école, à la fois pour les enfants et pour leurs parents.

Je suis également sensible aux termes « One Health » et « Une Seule Santé ». En tant qu'immunologiste, j'ai toujours travaillé sur le diabète. J'ai l'habitude de dire que lorsque je vois un patient présentant une maladie homogénéique, je sais comment trouver le gène responsable de sa maladie. À présent, je crois que l'enjeu réside dans la recherche de l'interface entre le génome et l'environnement. C'est un message d'autant plus crucial que nous avons du mal à le transmettre aux décideurs politiques, car ce n'est pas spectaculaire. Par exemple, dans le cas du diabète de type 2, le variant génétique a un impact de 1,5, ce qui est négligeable. L'approche Une Seule Santé est intéressante car nous avons beaucoup parlé d'épidémies, de contagion, de virus et de bactéries, mais je pense qu'il est tout aussi intéressant d'étudier le mode de vie des autres espèces.

Par exemple, les barges qui migrent de l'Alaska pour mettre bas en Australie ont des taux de glycémie allant de 2,5 g à 8 g par litre. Elles sont toutes diabétiques, mais ne présentent aucune complication de stress oxydatif, contrairement à nous à de tels niveaux. Nous avons beaucoup à apprendre sur le plan physiologique de ce type d'espèces. Cela m'amène au sujet de la recherche. Je pense que c'est extrêmement important. C'est la France qui a insisté dans le traité de Lisbonne sur la nécessité d'atteindre 3 % du PIB en recherche, mais certains pays comme l'Allemagne ont déjà atteint 3,15 %. Nous, en revanche, restons à 2,2 %, et nous consacrons environ 17/18 % de ce budget à la biologie. Je crois que la biologie est la clé de la santé, qu'elle soit une Seule Santé ou non.



Glossaire

AEM : Agence européenne du médicament

ANSES : Agence Nationale Sécurité Sanitaire Alimentaire Nationale

ARN : Acides RiboNucléiques

ATD Quart Monde : Agir tous pour la dignité Quart Monde

ATIHP : Access to Innovation & Health Partnerships

CESE : Conseil économique, social et environnemental

CGAAER : Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

CIRAD : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

CNAM : Caisse nationale d'Assurance Maladie

cnDAspe : Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement

COVARIS : Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires

DREES : Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques

EFSA : Autorité européenne de sécurité des aliments

EPCI : Etablissements publics de coopération intercommunale

ESA : Agence spatiale européenne

FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

FCO : Fièvre catarrhale ovine

FEAM : Federation of European Academies of Medicine

FNE : France nature environnement

GSE : Groupe Santé Environnement

HPV : Papillomavirus humains

IEP : Institut d'étude politique

INERIS : Institut national de l'environnement industriel et des risques

LFSS : Loi de Financement de la Sécurité Sociale

MSA : Mutualité Sociale Agricole

NAC : Nouveaux animaux de compagnie

NASA : National Aeronautics and Space Administration

OHHLEP : One Health High Level Expert Panel

OMS : Organisation mondiale de la santé

PACA : Provence-Alpes-Côte-d'Azur

PAISOD : Populations animales ou individus susceptibles d'occasionner des dommages

PESTIRIV : Etudes d'exposition aux pesticides chez les riverains de zones viticoles et non viticoles

PIB : Produit intérieur brut

PNSE : Plan national santé environnement

PREZODE : Preventing ZOonotic Disease Emergence

PRSE : Plan régional santé environnement

SIMV : Syndicat de l'Industrie du Médicament et diagnostic Vétérinaires

UNCAM : Union nationale des caisses assurance maladie

UNPS : Union nationale des professionnels de santé



FRANCE FOR
OneHealth
Anneau de Nile



Un événement réalisé en partenariat avec

Com[’]**PUBLICS**
AFFAIRES PUBLIQUES & LOBBYING

Contact :

Quentin Riaudel

consultant chez Nile

quentin.riaudel@nile-consulting.eu

06 23 43 41 98